

MESSAGES CLES VNR 2019 POUR LE CAMEROUN

Au Cameroun, la mise en œuvre des ODD intervient dans un contexte d'actualisation des politiques et stratégies de développement avec comme corollaire la facilitation de leur intégration. De plus, en vue de la conclusion d'un programme économique et financier avec le FMI, une Stratégie intérimaire de développement, prenant en compte les ODD contextualisés, a été élaborée. Sur le plan sécuritaire, le pays fait face depuis 2014 à des attaques répétées du groupe terroriste Boko Haram dans la partie septentrionale, à l'afflux des réfugiés Centrafricains à l'Est et depuis 2017 à une crise interne dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tous ces facteurs qui affectent les capacités de mobilisation des ressources internes influent négativement sur la réalisation des ODD. En dépit de ces difficultés, des avancées ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'agenda 2030

En matière d'éducation, malgré la forte croissance des effectifs, des Progrès notables ont été réalisés en matière d'élargissement de l'accès et de réduction des disparités et de la parité fille/garçon. Une nouvelle stratégie sectorielle pour l'éducation arrimée à l'ODD4 est en cours d'élaboration. Toutefois, la faible efficacité et l'insuffisante rétention handicapent l'atteinte de l'universalisation. Au niveau de l'enseignement supérieur, le défi demeure le développement des filières professionnalisantes. La qualité de l'éducation reste affectée par l'Insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures nécessaires et l'insuffisance des enseignants.

Concernant la croissance économique, elle a ralenti pour s'établir à 3,5 % en 2017 (contre 4,5 % en 2016 et 5,2% en 2015), principalement à cause d'une baisse de 17 % de la production pétrolière. Les perspectives à moyen terme restent positives après la reprise en 2018 (3,8%) et une projection de 4,4% en 2019 et de 5% à moyen terme. Toutefois, ces réalisations et perspectives de croissance restent largement en deçà des 7% nécessaires pour l'atteinte des objectifs escomptés en matière de développement durable. Ainsi, le Gouvernement entend raffermir les conditions permettant au secteur privé de prendre le relais de l'investissement public pour tirer la croissance, ce à travers notamment la promotion d'une plus grande diversification de notre économie.

La réduction des inégalités reste un défi majeur. L'indice de Gini est passé de 39 % en 2007 à 44 % en 2014, traduisant ainsi une accentuation des inégalités, avec une plus forte acuité en milieu rural. L'incidence de la pauvreté a légèrement baissé en passant de 39,9% en 2007 à 37,5% en 2014. Toutefois, le niveau de pauvreté est très variable d'une région à une autre et plus prononcé dans la région de l'Extrême-Nord. Afin de réduire les inégalités et la précarité, il est envisagé l'extension de la couverture des mesures de protection sociale et l'amélioration de l'efficacité des politiques distributives.

Pour la lutte contre les changements climatiques, le pays a ratifié l'accord de Paris, élaboré sa stratégie nationale REDD+ et ambitionne de réduire ses émissions de l'ordre de 32%. De plus, la prise en compte des changements climatiques dans le plan d'Investissement Agricole est en cours. Cependant, le financement des activités alternatives à la déforestation, principal contributeur à l'émission des gaz à effet de serre, et les capacités de production des données sur l'environnement demeurent les principales contraintes.

La qualité des politiques et des Institutions est en nette amélioration depuis 2016, conformément aux indicateurs CPIA de la Banque mondiale. Toutefois, le score concernant l'indice MO Ibrahim est passé de 4,68/10 en 2007 à 4,40/10 en 2016 traduisant ainsi une détérioration de la qualité de la Gouvernance. Bien que les principaux défis soient l'accélération de la décentralisation et l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines régions du pays, l'on note en général une régression de la grande criminalité.

En vue d'une mobilisation efficace des ressources et partenariat, le pays ambitionne, après une évaluation du financement du développement, d'accroître la mobilisation des ressources internes à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, redynamiser la coopération sud-sud et la coopération triangulaire, renforcer la mobilisation des ressources du secteur privé, et mettre en œuvre les mécanismes en vue de la mobilisation des financements innovants.

Les facteurs clés de succès à la mise en œuvre des ODD, concernent : (i) leur prise en compte dans le budget ; et (ii) Le renforcement du dispositif statistique permettant de faire le suivi des progrès accomplis.